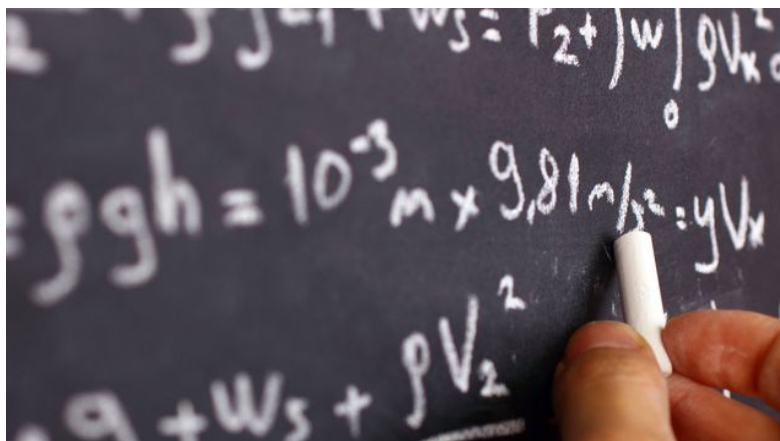




## Une rustine plutôt qu'une réforme : les dessous du rapport sur les maths au lycée



Le rapport sur la place des maths au lycée devrait être remis le 21 mars prochain. Mais associations et syndicats ne s'attendent pas à une révolution.

Aslan Alphan/iStock  
Article Abonné

"On a besoin de renforcer nos enseignements en mathématiques au collège et au lycée, de les remettre dans le tronc commun et au baccalauréat, toutes spécialités confondues", déclarait le président Emmanuel Macron lors de son premier déplacement de campagne à Poissy (Yvelines) le 8 mars dernier. Ce qui avait provoqué de vives réactions dans les rangs syndicaux. "En gros, il veut détricoter la réforme catastrophique - notamment en ce qui concerne les maths - de son ministre Jean-Michel Blanquer", confiait un responsable d'une organisation enseignante. Dans le même temps, un comité regroupant neuf experts et mandaté par le ministre de l'Education nationale pour mener une série d'auditions de tous les acteurs intéressés, planchait sur des propositions d'ajustement. Son rapport devrait être remis lundi 21 mars. Selon les informations du journal *Le Monde* publiées le 17 mars dernier, il devrait proposer que l'enseignement scientifique - une discipline mixte qui cumule SVT, physique et mathématiques - soit porté à 3h30 en première, contre 2 heures seulement aujourd'hui. "Le volume horaire supplémentaire serait entièrement consacré aux maths et la discipline rebaptisée "enseignement scientifique et mathématiques", indique le quotidien. Précision : à la rentrée de septembre 2022, ce renforcement du tronc commun ne concernerait a priori que les élèves de classe de première qui n'ont pas choisi les mathématiques comme spécialité. Puis, à la rentrée 2023, il concernera tous les élèves de première.

Des propositions de changement "à la marge" jugent un grand nombre d'associations de professeurs et de syndicats. Mais personne ne s'attendait à une véritable révolution. La déferlante de critiques face aux "ratés" de l'enseignement des mathématiques, et le fait que le débat s'invite dans la campagne présidentielle en février dernier, ont poussé le ministre à agir vite. Selon la plupart des spécialistes, le compte n'y est pas : depuis la réforme et la disparition des mathématiques du tronc commun, seuls 59 % des élèves de terminale étudient cette discipline, alors qu'ils étaient 90 % auparavant. Les filles également manquent davantage à l'appel puisque seules 45,8% d'entre elles suivent



désormais un enseignement de mathématiques (spécialité ou option). Elles étaient 85 % avant la réforme.

Il fallait donc rectifier le tir à l'approche de la présidentielle. Les auditions menées tambour battant ces dernières semaines par le fameux comité ont suscité les critiques des intéressés en coulisses. Selon les associations, sociétés savantes et représentants syndicaux auditionnés, le "jeu était faussé" dès le départ, le comité étant constitué en grande partie des concepteurs ou des chargés de la mise en oeuvre de la réforme du lycée général et technologique, dont Pierre Mathiot et Jean-Charles Ringard (copilotes du comité de suivi), Edouard Geffray (directeur général de l'enseignement scolaire) ou Charles Torossian (coauteur avec Cédric Villani du rapport "21 mesures pour l'enseignement des mathématiques). "Complicé d'énumérer les dysfonctionnements à des gens qui, de facto, auront du mal à les reconnaître puisqu'ils en vantent les qualités depuis des années", souligne Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur. "Une forme de rustine"

Autre contrainte de taille qui laissait peu d'espoir à une mise en place d'ajustements de taille dès la rentrée 2022 : les dotations horaires globales ont déjà été établies pour l'année prochaine et les nombres de postes aux concours sont déjà actés. "Ce n'est pas en bidouillant un enseignement de dernière minute en heures supplémentaires qu'on résoudra quoi que ce soit, s'agace Jean-Rémi Girard. En revanche on va désorganiser les lycées qui sont déjà dans la préparation de la prochaine rentrée scolaire." Pour Sophie Vénéritay, secrétaire générale du Snes-FSU, cette proposition s'apparente à "une forme de rustine". "A certains endroits, si on ne peut ajouter d'heures "sup", il pourra y avoir de gros trous dans la raquette", prévient-elle. Avant de poursuivre : "Le rapport acte qu'il y a un problème mais ne prend pas la mesure des changements structurels nécessaires, c'est-à-dire la remise à plat de la réforme". Pour beaucoup, l'articulation des mathématiques avec les autres disciplines, en particulier les sciences (sciences-physiques et chimiques, informatique, sciences de la vie et de la terre, sciences économiques et sociales, sciences humaines...) mériterait d'être repensée.

"En off", les responsables du comité auraient eux-mêmes reconnu être tributaires d'un calendrier politique très contraint. "Ils nous ont expliqué que lancer une réforme d'envergure était compliqué à partir du moment où le prochain ministre de l'Education nationale était susceptible de mettre fin aux travaux dès son arrivée", confie l'un des acteurs auditionnés. "Et, dans le cas où la majorité actuelle serait reconduite, la priorité des responsables à la manoeuvre lors du prochain quinquennat ne devrait plus être le lycée mais le collège", croit savoir ce dernier.

Beaucoup regrettent que la question de la pénurie d'enseignants en mathématiques, élément pourtant essentiel, n'ait pas été suffisamment discutée lors des auditions. "Les derniers chiffres de la Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, NDLR) montrent que le nouveau lycée compte 33 000 heures de mathématiques en moins", avance Sébastien Planchenault, président de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public. Au cours de son audition, on lui a rétorqué qu'une heure de maths en plus dans le tronc commun, en première et en terminale, correspondait à 1 500 enseignants supplémentaires. "On sait que rajouter des heures poserait clairement problème étant donné le manque d'effectifs auquel le ministère est confronté", déplorait Sébastien Planchenault la semaine dernière. Comme lui, bon nombre d'acteurs estiment que l'on prend le problème à l'envers en s'adaptant à la pénurie d'enseignants mais en ne mettant pas les moyens nécessaires pour y faire face.

Enfin, comment faire pour inciter les élèves filles à se tourner davantage vers les enseignements scientifiques dont les maths ? Toujours d'après les informations du



Monde, l'objectif pourrait être donné aux proviseurs de convaincre davantage de lycéennes de suivre l'enseignement "maths expertes" au début de la terminale. De façon à obtenir un vivier plus équilibré de "vrais" scientifiques. Les sociétés savantes et associations spécialisées ne s'attendaient pas, elles non plus, à de grands bouleversements dans un temps si réduit. Pour Véronique Slovacek-Chauveau, présidente honoraire de l'association Femmes et Mathématiques, le fait de pouvoir conserver trois spécialités au lieu de deux en terminale aurait été une avancée. Car, en 2021, la moitié des filles qui avaient choisi la spécialité maths en classe de première l'ont abandonnée en terminale. "Mais, lors de notre audition, le comité nous a fait comprendre qu'il ne retiendrait pas cette proposition", regrettait Véronique Slovacek-Chauveau il y a quelques jours. Cette dernière estimait que "l'on ne pourra pas faire l'économie d'une réforme de fond". A priori, ce ne sera pas pour tout de suite.

